Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Barack Obama et les sanctions économiques contre Cuba

Par Salim Lamrani

Mondialisation.ca, 03 mars 2009
3 mars 2009

Région : Amérique latine & Caraïbe

Depuis son intronisation à la présidence des Etats-Unis, Barack Obama, occupé par de multiples dossiers, n'a toujours pas effectué de geste en direction de Cuba, malgré ses promesses de campagne de mettre un terme aux sanctions économiques imposées par son prédécesseur George W. Bush en mai 2004. Celles-ci limitent drastiquement les visites des émigrés cubains vers leur pays d'origine à 14 jours tous les trois ans et réduisent l'aide financière familiale à 100 dollars par mois, dans le meilleur des cas1.

Un rapport bipartite du Congrès étasunien, rendu public le 23 février 2009, intitulé *« Changer la politique à l'égard de Cuba en faveur de l'intérêt national des Etats-Unis »*, recommande au président d'entreprendre *« un premier pas unilatéral »* à l'égard de La Havane, avant le prochain Sommet des Amériques du 17 avril 2009. Selon le congressiste de l'Indiana Richard Lugar, promoteur du rapport de 25 pages, ce geste consisterait, dans un premier temps, à éliminer les sanctions de 2004, un simple ordre exécutif étant nécessaire à cela2.

« Un tel geste pourrait signaler un important changement et favoriserait un climat de bonne volonté à l'égard des Etats-Unis de la part des pays latino-américains, tout comme la coopération régionale que le gouvernement étasunien recherche dans plusieurs domaines », souligne le document3.

En effet, les sanctions économiques imposées de manière unilatérale par Washington depuis juillet 1960 sont unanimement rejetées par la communauté internationale. Le 29 octobre 2008, pour la 17ème année consécutive, 185 pays sur les 192 que compte l'Assemblée générale des Nations unies se sont prononcés pour la levée de cet état de siège qui affecte toutes les catégories de la population cubaine. En effet, les sanctions étasuniennes sont le principal obstacle au développement économique de Cuba. Elles ont coûté 93 milliards de dollars à l'économie cubaine depuis leur entrée en vigueur et 3,7 milliards rien que pour l'année 2007. L'opinion publique étasunienne et le monde des affaires sont également opposés à l'actuelle politique de la Maison-Blanche en raison de son caractère obsolète, cruel et inefficace4.

Par ailleurs, lors de la réunion historique du 16 décembre 2008 qui a intégré Cuba au Groupe de Río au Brésil, les 33 nations latino-américaines et caribéennes ont réitéré avec vigueur leur condamnation des sanctions contre Cuba5. Les visites à Cuba de Cristina Kirchner, Michelle Bachelet, Rafael Correa, Alvaro Colom, Hugo Chávez, José Manuel Zelaya Rosales et Leonel Fernández Reina respectivement présidents de l'Argentine, du Chili, de l'Equateur, du Guatemala, du Venezuela, du Honduras et de République dominicaine depuis

le début de l'année 2009 illustrent la solidarité continentale à l'égard de La Havane, réalité que la Maison-blanche ne peut se permettre d'ignorer6.

Même le discipliné et fidèle secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) José Miguel Insulza, allié de Washington, a fait part de son souhait de voir le gouvernement Obama mettre un terme aux sanctions économiques contre Cuba. *« J'aimerais que l'embargo contre Cuba soit rapidement éliminé »*, a-t-il déclaré7.

De la même manière, en février 2009, le colonel Glenn Alex Crowther, éminente personnalité militaire et professeur d'affaires de sécurité nationale à l'Institut d'études stratégiques (SSI), entité appartenant au célèbre Collège de Guerre des Etats-Unis, s'est également prononcé contre les sanctions économiques dans le bulletin officiel du SSI. Il a exhorté le gouvernement Obama à changer de polítique dans une réflexion intitulée *« Dites au revoir à l'embargo »*. Selon lui, *« lever l'embargo pourrait envoyer un signal fort à la communauté internationale démontrant que les Etats-Unis sont magnanimes et inclusifs ; le maintenir nous fait paraître mesquins et vindicatifs »*. Par ailleurs, *« nous ne pouvons convaincre personne que Cuba est une menace pour les Etats-Unis ni démontrer au niveau international que le maintien de la même politique aura un impact positif*8 *»*.

Récemment, plusieurs centres politiques, économiques et intellectuels influents tels que la *Brookings Institution*, le *Council on Foreign Relations*, l'*Inter-American Dialogue* et la *New America Foundation*, entre autres, ont également exprimé leur rejet de l'actuelle politique étasunienne à l'égard de Cuba9.

Le rapport bipartite propose également que le Congrès se charge de lever l'interdiction de voyager qui pèse sur les citoyens étasuniens et mette ainsi terme à une situation absurde et illégale qui leur permet de se rendre en Corée du Nord, en Chine et au Vietnam, mais pas à Cuba10. Des estimations prévoient la visite d'un million de touristes étasuniens dès la première année, qui génèreraient des revenus à hauteur d'un milliard de dollars. Ces ressources permettraient aux autorités de résoudre une grande partie des problèmes actuels, notamment dans le domaine du transport et du logement11.

Au début du mois de février 2009, un autre groupe bipartite mené par le représentant démocrate William Delahunt du Massachussetts a également présenté un projet de loi en ce sens, demandant l'annulation de l'interdiction de voyage pour les ressortissants étasuniens12.

Richard Lugar est le républicain de plus haut rang du Comité des Affaires étrangères du Sénat et il est réputé pour être un farouche critique du gouvernement cubain. Mais, lucide, il a appelé à un changement radical de stratégie à l'égard de La Havane, conscient de l'échec subi par les Etats-Unis, à tous les niveaux, dans sa politique à l'égard de l'île des Caraïbes. *« Nous devons reconnaître l'inefficacité de notre politique actuelle et traiter avec le régime cubain d'une façon qui renforce les intérêts américains »*, a-t-il admis13.

Lugar propose également d'éliminer les restrictions de mouvement imposées aux diplomates cubains sur le territoire étasunien et de reprendre les conversations bilatérales sur les thèmes migratoires et la lutte contre le narcotrafic, interrompues unilatéralement par l'administration Bush. Le rapport souligne également la nécessité de supprimer les conditions draconiennes imposées à La Havane pour l'achat de produits alimentaires (paiement effectif et à l'avance) qui réduit singulièrement les possibilités d'acquisition, et de permettre le financement privé pour les transactions commerciales. Le congressiste

républicain suggère également d'élargir la liste des produits que les Cubains peuvent acquérir aux Etats-Unis en incluant les médicaments, les équipements médicaux, le matériel agricole et le matériel de construction. Le document évoque également la possibilité d'achter des produits biotechnologiques à Cuba, un des leaders mondiaux dans ce domaine14.

Le projet de Lugar est intéressant car il s'agit sans nul doute de l'une des approches les plus réalistes et constructives présentées au Congrès. L'administration Obama ferait preuve de sagacité en suivant les pistes élaborées par le document, illustrant ainsi auprès de la communauté internationale sa volonté de résoudre le différend historique entre les deux nations.

Le 25 février 2009, devançant Barack Obama, la Chambre des représentants a approuvé, à 245 voix pour et 178 contre, un projet de loi budgétaire qui permettra aux Cubains des Etats-Unis de se rendre dans leur pays d'origine une fois par an, annulant ainsi les restrictions de Bush. Cette législation doit encore être avalisée par le Sénat et ratifiée par le président. Cependant, si elle était adoptée, cette mesure ne serait valable que jusqu'au mois d'octobre 2009, date à laquelle entrera le nouveau budget pour 2010. C'est la raison pour laquelle un décret présidentiel est nécessaire car il lui donnerait un caractère plus permanent15.

Du côté de La Havane, le gouvernement a toujours été disposé à résoudre le conflit avec les Etats-Unis à partir d'une base de respect mutuel, de réciprocité et de non-ingérence dans les affaires internes. Fidel Castro avait, en tant que dirigeant du pays, tendu à maintes reprises un rameau d'olivier à la Maison-Blanche, se heurtant à chaque fois à un refus obstiné. Le gouvernement de Raúl Castro en a fait de même et a tendu une main fraternelle à Washington lors de multiples occasions, aussi bien à l'administration Bush qu'à celle d'Obama, sans obtenir de réponse16.

Ainsi, en janvier 2009, Raúl Castro a tenu des propos élogieux à l'égard du premier président noir des Etats-Unis, soulignant ses traits *« d'homme bon »* et lui souhaitant *« bonne chance »* dans ses nouvelles fonctions. Il a réitéré sa disposition au dialogue *« sans intermédiaires »* et avec des *« conditions égales*17 *»*. De son côté, le président de l'Assemblée nationale cubaine Ricardo Alarcón a salué les idées *« intéressantes »* et les qualités oratoires d'Obama18.

L'administration Obama a l'obligation politique, stratégique et morale de mettre un terme au châtiment économique imposé à la population cubaine. Si elle veut incarner aux yeux du monde une rupture avec la politique désastreuse de son prédécesseur, si elle souhaite faire preuve de moins de dédain et d'arrogance à l'égard de l'Amérique latine, il est impératif de mettre un terme définitif au harcèlement contre le peuple cubain. Celui-ci, sans oublier le passé, lui tendra alors une main amicale et réconciliatrice.

Notes

1 Colin L. Powell, *Commission for Assistance to a Free Cuba*, (Washington : United States Department of State, mai 2004). www.state.gov/documents/organization/32334.pdf (site consulté le 7 mai 2004).

2 Richard Lugar, http://lugar.senate.gov/sfrc/pdf/Cuba.pdf ; Anne Flaherty, « EEUU debe replantear su embargo a Cuba dice senador republicano », *The Associated Press*, 23 février 2009 ; Wilfredo Cancio Isla, « Informe del Senado pide levantar prohibición de viajes a Cuba antes de abril », *El Nuevo Herald*, 23 février 2009.

3 *Ibid.*

4 Edith M. Lederer, « UN Again Urges US to Lift Embargo Against Cuba », *The Associated Press*, 29 octobre 2008.

5 *The Associated Press*, « Latam Summit: New Independence, End Embargo », 17 décembre 2008.

6 *El Nuevo Herald*, « Colom ofrece disculpas a Cuba por invasión de Bahía de Cochinos », 18 février 2009.

7 *EFE*, « Insulza espera que Obama levante el embargo a Cuba », 20 janvier 2009.

8 Glenn Alex Crowther, « Kiss the Embargo Good Bye », *Strategic Studies Institute*, février 2009. www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB906.pdf (site consulté le 26 février 2009).

9 Wilfredo Cancio Isla, « Recomiendan a EEUU buscar 'acuerdo constructivo' con Cuba », *El Nuevo Herald*, 26 février 2009 ; David Brooks, « El embargo a Cuba, un fracaso, afirma el senador republicano Lugar », *La Jornada*, 24 février 2009.

10 Richard Lugar, *op. cit.*

11 Wilfredo Cancio Isla, « Informe del Senado pide levantar prohibición de viajes a Cuba antes de abril », *op. cit.*

12 *Ibid.*

13 Richard Lugar, *op. cit.*

14 *Ibid.*

15 *El Nuevo Herald*, « Cámara aprueba proyecto de ley que flexibilizaría viajes a Cuba », 25 février 2009.

16 Edith M. Lederer, « Cuba Expects New US President to Lift Embargo », *The Associated Press*, 30 octobre 2008.

17 *Agence France Presse*, « Raúl Castro desea 'suerte' a Obama y dice que le 'parece un buen hombre' », 21 janvier 2009.

18 *Agence France Presse*, « Alarcón dice que el discurso de Obama es 'interesante', pero deja dudas », 20 janvier 2009.

Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il vient de publier *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme* (Paris : Editions Estrella, 2008).

Contact : lamranisalim@yahoo.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Salim Lamrani, Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : Salim Lamrani

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca